



Lafarge en Syrie : entendu comme témoin, Laurent Fabius plaide l'ignorance devant les juges

« *Je n'ai jamais été saisi d'une question concernant Lafarge* » : entendu comme témoin, l'ex-chef de la diplomatie **Laurent Fabius** a affirmé aux juges n'avoir rien su du maintien du cimentier en Syrie en pleine guerre au prix d'arrangements financiers avec des groupes armés comme l'organisation jihadiste EI.

À l'été 2013, alors que la diplomatie française s'active avec l'administration du président américain **Obama** pour faire tomber **Bachar al-Assad**, Lafarge est alors la seule entreprise française encore présente en Syrie.

« *Si la question est de déterminer si je savais ou non qu'il y avait une usine Lafarge en Syrie, je n'ai pas de souvenir précis* », a déclaré le ministre lors de cette audition le 20 juillet révélée par *Le Monde* et qu'a pu consulter l'AFP.

« *Je n'ai jamais été saisi d'une question concernant Lafarge, je suis catégorique* », a martelé l'actuel président du Conseil constitutionnel devant les juges d'instruction **Charlotte Bilger** et **David De Pas**.

« *Est-ce à dire qu'en France, un ministre des Affaires étrangères est volontairement tenu dans l'ignorance de questions aussi cruciales que le maintien d'une entreprise française dans un pays en guerre et en proie au terrorisme qui n'aura d'autre choix que de financer Daesh pour maintenir son activité ?* » a réagi auprès de l'AFP **M^e Marie Dosé**, avocate de l'ONG **Sherpa**, partie civile dans ce dossier.

L'association réclamait depuis octobre 2017 l'audition de l'ancien ministre socialiste sous la présidence de **François Hollande**.

Depuis plusieurs mois, l'enquête soulève des questions sur ce que savaient ou non les autorités au sommet de l'Etat sur les agissements de Lafarge, mise en examen pour « *financement d'une entreprise terroriste* » et « *complicité de crimes contre l'humanité* ».

L'ex-directeur de la sûreté de Lafarge, **Jean-Claude Veillard**, a relaté aux juges avoir transmis sans « *aucun tri* » des informations sur la situation sécuritaire dans la région aux services de renseignement français. Mais selon M. Fabius, aucune information de ce type n'est remontée jusqu'à lui.

Le cimentier est soupçonné d'avoir déboursé via sa filiale LCS près de 13 millions d'euros entre 2011 et 2015 pour se maintenir en Syrie, alors que le pays s'enfonçait dans la guerre. Huit ex-cadres ou anciens dirigeants ont été mis en examen pour

« *financement d'une entreprise terroriste* » et/ou « *mise en danger de la vie* » de salariés.

« Engagé contre le terrorisme »

Certains ont affirmé que cette volonté de rester dans le pays en guerre avait reçu l'aval des autorités françaises.

L'ex-directeur général adjoint de Lafarge **Christian Herrault** avait affirmé que l'ex-ambassadeur de France en Syrie, **Éric Chevallier**, avait encouragé la société « *à tenir* », et ce lors de plusieurs rencontres au Quai d'Orsay ou d'entretiens téléphoniques, jusqu'à l'hiver 2013-2014, selon une source proche du dossier.

Lors d'une confrontation le 9 janvier, Éric Chevallier a rétorqué ne « *pas avoir de souvenir de ces rencontres* » avant de reconnaître finalement un entretien à l'été 2012 avec des dirigeants du cimentier, dans un courrier aux juges.

Le ministre : « *Je n'en sais absolument rien, je n'ai pas été informé de ces réunions* ». « *Je ne vois pas comment le ministère qui était totalement engagé contre le terrorisme aurait pu de près ou de loin soutenir ou encourager le financement du terrorisme* », insiste-t-il. Laurent Fabius affirme en outre ne pas avoir été personnellement « *informé* » de l'attaque de l'usine par les jihadistes en septembre 2014.

« *L'ensemble de ce qui est communément appelé "l'affaire Lafarge" ne m'est jamais remonté* », insiste au cours de l'audition l'ancien ministre.

Certains courriers diplomatiques auraient-ils dû alerter au plus haut niveau du Quai ? Ainsi cette note de septembre 2014 d'un conseiller politique au nom de l'ambassade de France en Jordanie qui évoque la « *poursuite des activités* » de Lafarge, « *au prix d'un jeu d'équilibriste entre régime de Damas, forces kurdes et État islamique* ».

Pour M^e Dosé, « *il est surtout déconcertant de constater que l'ancien ministre ne semble ni surpris ni indigné de n'avoir rien su* ». Contacté par l'AFP, Laurent Fabius n'avait pas réagi dans l'immédiat.

L'ancien ministre a simplement concédé avoir rencontré « *quatre ou cinq fois* » **Bruno Lafont**, l'ancien PDG de Lafarge qui a fusionné en 2015 avec le Suisse Holcim. C'était « *au moment de la préparation de la COP21 entre 2013 et décembre 2015* ». ■